

**COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGET****COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING**

du

van

MERCREDI 01 DÉCEMBRE 2010

WOENSDAG 01 DECEMBER 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 03 sous la présidence de M. Josy Arens.

01 Questions jointes de

- Mme Katrin Jadin au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'arrêt de travail dans les structures d'accueil de Fedasil" (n° 1045)
- Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la crise au sein du personnel de Fedasil" (n° 1075)
- Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les moyens consacrés à la politique d'asile" (n° 1328)

01.01 Katrin Jadin (MR): Un arrêt de travail a été observé dans les structures d'accueil de Fedasil le 18 novembre. Depuis trois ans, les syndicats attendaient une réponse à leurs revendications en matière de statut du personnel: l'intégration de Fedasil au sein de la Fonction publique fédérale, une "statutarisation" du personnel et des améliorations des conditions de travail.

Le ministre Philippe Courard a dit qu'il attendait une réaction de votre part. La demande des syndicats ne semble pas correspondre aux schémas existant dans la Fonction publique selon l'Inspection des Finances. Il y aurait un manque de législation ferme et transparente en la matière.

Comment comptez-vous répondre à cet arrêt de travail et aux demandes des travailleurs?

Présidente: Muriel Gerkens.

01.02 Karin Temmerman (sp.a): La crise au sein du personnel de Fedasil perdure. Au cours d'une réunion commune des commissions de la Santé publique et de l'Intérieur, le ministre a déclaré que les procédures de recrutement avaient été lancées. Or le débrayage du 18 novembre et la grève du 22 novembre sont une conséquence de la charge de travail insupportable.

L'Inspection des Finances refuse d'octroyer les moyens nécessaires à de nouvelles initiatives, alors que le gouvernement a lui-même ordonné celles-ci. Le gouvernement en affaires courantes renvoie au plan du personnel de 2008 mais l'afflux de demandeurs d'asile n'était pas comparable à l'époque. La charge de travail augmentera encore avec l'expiration de 80 contrats au 31 décembre.

Tous ces constats m'amènent à conclure que ces 30 agents supplémentaires ne seront pas recrutés. Que peut faire le secrétaire d'État au Budget et à la Politique de migration et d'asile pour amener l'Inspection des Finances à revoir sa position?

01.03 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): La compétence en matière d'accueil relève du ministre Courard. L'entrée du personnel Fedasil dans le statut de la Fonction publique relève de la ministre de la Fonction publique. Pour le volet budgétaire, j'ai donné mon accord au nouveau cadre de personnel de Fedasil. La procédure a donc suivi son cours.

Le cadre tient compte de l'ouverture des deux nouveaux centres à Poelkapelle et Stoumont, d'un renforcement du dispatching et de la reconversion de places régulières en places MENA.

(*En néerlandais*) Il s'agit donc en fait de la mise en œuvre d'une décision du Conseil des ministres du 22 octobre 2010. L'enveloppe actuelle suffit donc pour le financement de 2011 et pour l'engagement du personnel supplémentaire pour Poelkapelle et Stoumont. Lors du contrôle budgétaire 2010, des moyens supplémentaires ont été prévus pour les cinq nouveaux centres.

Tous les moyens ont été prévus tant pour 2010 que pour 2011. J'ai donné mon accord à Fedasil en ce qui concerne le nouveau cadre du personnel.

01.04 Karin Temmerman (sp.a): Il ressort des informations dont je dispose que de l'argent n'est disponible que pour le plan du personnel de 2008. L'Inspection des Finances aurait tout simplement refusé d'accorder des moyens supplémentaires. Pouvez-vous démentir cette information?

01.05 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): L'Inspection des Finances s'est acquittée de sa mission en toute indépendance. Le Conseil des ministres ayant pris d'autres décisions, j'ai été amené à passer outre l'avis de l'Inspection. Fedasil a dû recourir à sa réserve pour 2010 afin de mettre en œuvre les nouvelles mesures du gouvernement.

La **présidente**: Mme Temmerman avait encore une autre question à poser à propos de la politique d'asile.

01.06 Karin Temmerman (sp.a): La crise de l'accueil des demandeurs d'asile résulte de l'échec de la politique belge en matière d'asile. La Belgique n'est plus à la hauteur de la tâche. Nous nous faisons même taper sur les doigts par les Nations Unies. Le secrétaire d'État dispose-t-il de moyens suffisants pour prendre des mesures supplémentaires par ce froid extrême? De nouveaux moyens seront-ils dégagés?

01.07 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le Conseil des ministres du 17 novembre 2010 a approuvé les propositions communes du secrétaire d'État à l'Intégration sociale en vue de l'ouverture urgente de cinq nouveaux centres d'accueil pour demandeurs d'asile. Ces centres sont situés à Bastogne, Bierset, Gembloux, Weelde et Helchteren. Ils seront ouverts dans le courant du mois de décembre 2010 et le resteront jusqu'au 30 novembre 2011. La capacité des cinq centres, qui seront gérés par la Croix-Rouge, est de 2 412 places.

En conséquence, le budget de Fedasil a été revu à la hausse et porté à 37 millions pour l'année 2011. Ce montant sera couvert par la réserve financière de Fedasil. L'impact pour l'année 2010, estimé à 3 ou 4 millions d'euros, sera financé dans l'actuel cadre budgétaire de Fedasil. Les moyens budgétaires supplémentaires couvrent les premiers coûts d'aménagement, la gestion par la Croix-Rouge et les éventuels frais médicaux.

Sur la proposition du secrétaire d'État à l'Intégration sociale, le Conseil des ministres du 22 octobre 2010 avait déjà prolongé les places d'accueil existantes jusqu'en 2011 et approuvé la création de 2 000 nouvelles places dans le cadre d'initiatives locales d'accueil.

L'incident est clos.

02 Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "les factures en souffrance" (n° 1283)

02.01 Hendrik Bogaert (CD&V): Le paiement tardif de factures par l'État est non seulement préjudiciable

aux entreprises concernées, il peut même en sonner le glas.

À combien s'élève le solde en cours des factures en souffrance de l'État fédéral? Combien cela représente-t-il par département? À combien se montait ce solde à la fin des années écoulées? Quelles sont les options politiques en la matière? Les mêmes questions se posent concernant la sécurité sociale.

02.02 **Guy Vanhengel**, ministre (*en néerlandais*): L'État fédéral souhaite acquitter ses factures avec un maximum de ponctualité. Les problèmes sont dus davantage à l'organisation interne qu'à la réglementation. Aussi le Conseil des ministres a-t-il confirmé le 23 janvier 2009 son engagement à payer plus rapidement les factures et a-t-il décidé de diffuser une circulaire préconisant de payer les factures dans les délais prévus. Pour le reste, le Conseil des ministres a décidé d'impliquer le corps des Finances et de publier un compte rendu périodique sur le paiement des factures.

La circulaire a été envoyée le 12 mars 2009. Le 16 octobre 2009, l'Inspection des Finances a été chargée d'enquêter sur l'efficacité de paiement des factures et la perception des rentrées par l'État fédéral. Cette enquête s'est clôturée fin février 2010. Un monitoring mensuel des délais de paiement a en outre été réalisé. La circulaire convie les départements à communiquer mensuellement au SPF Budget et Contrôle de la Gestion les données relatives au délai de paiement global et au pourcentage de factures acquittées tardivement, tant pour les marchés publics que pour les factures de moindre importance.

Ces actions ont eu pour effet qu'on est plus attentif à acquitter les factures dans les délais. Certains services ont aussi modifié leur organisation interne de manière à raccourcir le cycle de paiement.

Dans son rapport du 12 octobre 2010, la Graydon Business Academy indique que la plupart des SPF font de sérieux efforts pour assurer un paiement plus fluide des factures. Il pointe aussi du doigt quelques problèmes pratiques qui se posent dans certains SPF et une régression pour le premier trimestre de 2010. Le monitoring mensuel du SPF Budget et Contrôle de la Gestion a également fait apparaître cette tendance. Le nombre des factures payées tardivement diminue progressivement mais on constate une rechute au début de 2010. J'ai apporté un graphique montrant l'évolution de décembre 2008 à octobre 2010.

Les données demandées ne sont pas centralisées et doivent dès lors être recueillies auprès de chaque département. Elles ne sont disponibles que pour le solde impayé fin 2009 et uniquement pour les SPF qui sont passés à FedCom le 1^{er} janvier 2009. Un tableau, que je fournirai également, indique le nombre et le solde des factures impayées de fournisseurs à la fin de 2009, réparties selon qu'il s'agit de petites factures d'un montant inférieur à 5 500 euros ou de marchés publics d'un montant supérieur à 5 500 euros.

02.03 **Hendrik Bogaert** (CD&V): Il y a d'énormes lacunes dans ce rapport. Il est incompréhensible que les données par département ne soient pas disponibles et que nous devions attendre FedCom. Je réitère donc ma question. À combien s'élève le solde des factures en souffrance pour les années 2007, 2008 et 2009? Chaque département dispose d'un comptable qui doit être en mesure de communiquer le montant des factures en souffrance. Cela vaut également pour la sécurité sociale.

L'incident est clos.

La **présidente**: Monsieur Bogaert, la question département par département, vous la poserez par écrit, sous peine d'excéder le temps de parole. Nous avons reçu un rappel à l'ordre de la Conférence des présidents au sujet des questions orales. Celles-ci doivent totaliser sept minutes maximum – question, réponse et réplique.

02.04 **Hendrik Bogaert** (CD&V): Je ne suis pas disposé à revoir mon attitude en ce qui concerne les questions orales, tant que nous devons attendre trois à quatre mois pour recevoir une réponse à nos questions écrites.

La **présidente**: Je suis d'accord, monsieur Bogaert. Mais nous allons tenter de nous organiser pour la poser de manière succincte, ce qui permet de gérer le temps de parole.

L'incident est clos.

03 Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "les intérêts de retard" (n° 1284)

03.01 Hendrik Bogaert (CD&V): Le paiement tardif des factures par les autorités constitue un problème pour les entreprises et pour les autorités elles-mêmes qui doivent dès lors verser des intérêts de retard. Quelle a été l'évolution des intérêts de retard par département et par année pour la période 2007-2010? Quelles sont les options politiques en la matière?

03.02 Guy Vanhengel, ministre (*en néerlandais*): Ces données ne sont pas centralisées et ont été demandées aux différents départements dans le cadre de l'enquête de l'Inspection des Finances que j'ai déjà évoquée dans ma réponse précédente. Ces données figurent dans le tableau que je transmets à la commission. Les intérêts de retard sont majoritairement versés par la Régie des Bâtiments et la Défense, des départements qui lancent de nombreux marchés publics. Le résultat final et les factures donnent en outre lieu à de nombreux litiges. De ce fait, les factures sont payées avec retard et des intérêts sont dus. Étant donné qu'il s'agit de montants considérables, le fournisseur exige toujours qu'ils soient effectivement payés.

03.03 Hendrik Bogaert (CD&V): Quel est le montant total des intérêts de retard?

03.04 Guy Vanhengel, ministre (*en néerlandais*): Le montant total pour 2005 était de 1 883 485 euros. Ce montant s'élevait à 5 234 711 euros fin 2009.

03.05 Hendrik Bogaert (CD&V): J'ai vérifié ces informations auprès de la Cour des comptes. Le département de la Défense est le seul qui calcule les intérêts de retard de façon automatisée. Ceux-ci sont très élevés. Je suppose qu'il y a là un système, une situation où chacun, fournisseur et autorités, trouve son compte. Le fournisseur ne se fait pas de souci car il bénéficie d'un dédommagement important et les autorités n'y voient aucun problème dès lors que personne ne s'en inquiète. Les chiffres sont invraisemblablement élevés. Beaucoup d'argent est ainsi gaspillé. J'insiste pour que des mesures fermes soient prises.

L'incident est clos.

04 Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "le fonds Beliris" (n° 1285)

04.01 Hendrik Bogaert (CD&V): L'accord de coopération conclu entre l'État fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale dispose que le comité de coopération doit se réunir au plus tard le 1^{er} décembre pour évaluer les initiatives de l'année en question.

Le comité de coopération s'est-il réuni cette année? Quelles décisions ont été prises lors de cette réunion? Qu'en est-il des années 2008 et 2009? Les membres de la commission des Finances peuvent-ils recevoir une copie des décisions prises lors de ces réunions? Le gouvernement en affaires courantes peut-il prendre des décisions concernant l'accord de coopération?

Le comité de coopération peut-il créer une année supplémentaire selon le principe du glissement? Qu'advient-il des budgets inutilisés? Peuvent-ils être transférés par un gouvernement en affaires courantes? Une concertation est-elle en cours à ce sujet?

Est-il exact que les projets d'une piscine en plein air ont été rejetés? À quel montant se sont élevés les frais d'étude de ce plan?

04.02 Guy Vanhengel, ministre (*en néerlandais*): Le comité de coopération ne se réunira plus cette année, étant donné que le gouvernement en affaires courantes ne pourra en tout état de cause plus prendre de nouvelles initiatives. En 2008, aucune réunion n'a eu lieu. En 2009, le comité s'est réuni le 18 décembre.

La liste des décisions sera fournie aux membres de la commission.

Il est possible de prendre des décisions de routine et de gestion quotidienne dans les limites de la discipline budgétaire. L'avenant n° 10 permet d'adapter annuellement les montants et le programme ainsi que de créer une année supplémentaire en vue de mettre en œuvre de nouvelles initiatives ou de poursuivre des projets en cours.

Beliris est inscrit dans le budget général des dépenses comme Fonds budgétaire pour le financement du rôle international et de la fonction de capitale de Bruxelles. En tant que fonds budgétaire, Beliris relève des dispositions de la loi organique du 27 décembre 1990 et de l'article 62 de la loi du 22 mai 2003.

L'article 62 stipule que les crédits d'engagement et de liquidation relatifs à chaque fonds budgétaire varient en fonction des recettes perçues durant l'année. Pour ce qui est de Beliris, on observe les règles budgétaires générales relatives aux fonds budgétaires organiques. Le solde est donc reporté à l'année suivante.

Dans le cadre du projet de loi de financement, la règle des crédits provisoires est également appliquée au Fonds de coopération.

L'initiative relative à la piscine en plein air a été abandonnée. Un montant de 21 780 euros avait initialement été engagé pour l'étude. Un montant de 10 285 euros a déjà été liquidé. Un montant de 11 495 euros devait encore suivre en 2010.

04.03 Hendrik Bogaert (CD&V): Je déplore que le comité de coopération ne se soit réuni qu'une seule fois au cours des trois dernières années. J'estime que le fonds doit être géré de façon dynamique et que de nouvelles initiatives doivent être possibles. Qu'advient-il des budgets non réalisés de 2010?

04.04 Guy Vanhengel, ministre (*en néerlandais*): Comme c'est le cas pour tous les fonds budgétaires normaux, le solde du fonds Beliris sera reporté à 2011.

04.05 Hendrik Bogaert (CD&V): Le fonds Beliris était prévu pour trois ans. Étant donné que le comité de coopération ne s'est pas réuni, le principe de glissement, qui créerait une année supplémentaire, est exclu. Est-il vraiment possible de reporter le solde à 2011?

04.06 Guy Vanhengel, ministre (*en néerlandais*): Lorsque l'avenant est prêt et que toutes les planifications ont été établies, sur la base des crédits disponibles qui sont reportés chaque année, il convient tout simplement de mettre en œuvre ce projet, indépendamment d'une réunion du comité de coopération.

04.07 Hendrik Bogaert (CD&V): Pour les budgets engagés, les choses poursuivent donc leur cours, mais qu'en est-il des budgets non engagés?

04.08 Guy Vanhengel, ministre (*en néerlandais*): Tous les budgets sont engagés.

04.09 Hendrik Bogaert (CD&V): Non, il s'agit d'un solde.

04.10 Guy Vanhengel, ministre (*en néerlandais*): Ce n'est pas parce qu'un budget est établi et qu'il est inscrit dans un fonds que les projets doivent être mis en œuvre immédiatement. Le budget peut également être affecté dans les années ultérieures.

04.11 Hendrik Bogaert (CD&V): Mes propos concernent la partie non engagée.

04.12 Guy Vanhengel, ministre (*en néerlandais*): Je devrai vérifier ce point mais je pars du principe que tous les crédits disponibles, y compris les moyens reportés, doivent être utilisés dans leur totalité.

04.13 Hendrik Bogaert (CD&V): Pendant la crise, des moyens supplémentaires ont été octroyés au Fonds Beliris. Je me demande s'ils ont été engagés correctement et s'ils pourront être utilisés en 2011, même sous un gouvernement en affaires courantes.

04.14 Guy Vanhengel, ministre (*en néerlandais*): Oui, c'est possible.

L'incident est clos.

La discussion des questions se termine à 10 h 36.

De vergadering wordt geopend om 10.03 uur en voorgezeten door de heer Josy Arens.

01 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Kattrin Jadin aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de werkonderbreking in de opvangvoorzieningen van Fedasil" (nr. 1045)

- mevrouw Karin Temmerman aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de personeelscrisis bij Fedasil" (nr. 1075)

- mevrouw Karin Temmerman aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de middelen van het asielbeleid" (nr. 1328)

01.01 Kattrin Jadin (MR): Op 18 november was er een werkonderbreking in de opvangvoorzieningen van Fedasil. De vakbonden wachten al drie jaar op een antwoord met betrekking tot hun eisen inzake het personeelsstatuut, namelijk de integratie van Fedasil in een federale overheidsdienst, een ambtenarenstatuut voor het personeel en een verbetering van de werkomstandigheden.

De heer Philippe Courard heeft gezegd dat hij wachtte op een reactie van u. Volgens de Inspectie van Financiën zouden de eisen van de vakbonden niet beantwoorden aan de manier waarop een en ander bij het openbaar ambt geregeld wordt. Het zou ter zake ontbreken aan een strenge en transparante wetgeving.

Hoe zal u op deze werkonderbreking en op de verzoeken van de werknemers reageren?

Voorzitter: Muriel Gerkens.

01.02 Karin Temmerman (sp.a): De personeelscrisis bij Fedasil blijft aanslepen. Tijdens een gemeenschappelijke vergadering van de commissies voor de Volksgezondheid en voor de Binnenlandse Zaken zei de minister dat de wervingsprocedures waren opgestart. De verklaring voor de werkonderbreking op 18 november en de staking op 22 november was toch de ondraaglijke werkdruk.

De Inspectie van Financiën weigert alle middelen voor nieuwe initiatieven toe te kennen, terwijl de regering nochtans zelf de opdracht heeft gegeven voor die initiatieven. De lopende regering verwijst naar het personeelsplan van 2008, maar toen werden we niet geconfronteerd met zo'n toestroom. Op 31 december dreigen ook nog eens 80 contracten af te lopen, met een nog grotere werkdruk als gevolg.

Ik leid uit dit alles af dat de broodnodige dertig extra personeelsleden er dus niet zullen komen. Wat kan de staatssecretaris van Begroting en van Asiel en Migratie doen om de Inspectie van Financiën op betere gedachten te brengen?

01.03 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Frans): Staatssecretaris Courard is bevoegd voor de eigenlijke opvang. De vraag om het personeel van Fedasil het statuut van het openbaar ambt toe te kennen, valt onder de bevoegdheid van de minister van Ambtenarenzaken. Wat de budgettaire kant van de zaak betreft, heb ik ingestemd met de nieuwe personeelsformatie bij Fedasil. De procedure heeft dus zijn loop genomen.

In de personeelsformatie wordt rekening gehouden met de opening van de twee nieuwe centra in Poelkapelle en Stoumont, met een versterking van de 'dispatching' en met de omzetting van reguliere plaatsen in plaatsen voor niet-begeleide minderjarige vreemdelingen.

(Nederlands) Dat is dus eigenlijk de uitvoering van een beslissing van de ministerraad van 22 oktober 2010. De financiering van 2011 en het bijkomende personeel voor Poelkapelle en Stoumont kan gebeuren met de huidige portefeuille. Bij de begrotingscontrole 2010 werden bijkomende middelen toegevoegd voor de vijf nieuwe centra.

Zowel voor het jaar 2010 als voor het jaar 2011 werd in alle middelen voorzien. Voor het nieuwe personeelskader heb ik mijn akkoord gegeven aan Fedasil.

01.04 Karin Temmerman (sp.a): Uit mijn informatie blijkt dat er enkel geld beschikbaar is voor het personeelsplan uit 2008. De Inspectie van Financiën zou de bijkomende middelen gewoon weigeren. Is die informatie verkeerd?

01.05 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): De Inspectie van Financiën heeft in alle onafhankelijkheid haar werk gedaan. De ministerraad heeft echter andere beslissingen genomen, waardoor ik tegen het advies van de Inspectie van Financiën moest ingaan. Fedasil heeft zijn reserve voor 2010 moeten aanspreken om de nieuwe maatregelen van de regering te kunnen uitvoeren.

De **voorzitter**: Mevrouw Temmerman had nog een bijkomende vraag over het asielbeleid.

01.06 Karin Temmerman (sp.a): De crisis in de opvang van asielzoekers is het resultaat van een falend asielbeleid. België kan de opvang niet meer aan. Wij worden daar zelfs door de VN voor op de vingers getikt. Beschikt de staatssecretaris over voldoende middelen om bij deze extreme kou extra maatregelen te nemen? Zullen er bijkomende middelen worden vrijgemaakt?

01.07 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): De ministerraad van 17 november 2010 heeft de gezamenlijke voorstellen van de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie voor de opening van vijf nieuwe, dringende opvangcentra voor asielzoekers goedgekeurd. Het gaat om Bastogne, Bierset, Gembloux, Weelde en Helchteren. Deze worden in de loop van december 2010 geopend, en dit tot 30 november 2011. De capaciteit van de vijf centra bedraagt 2.412 plaatsen. Ze worden door het Rode Kruis beheerd.

Het budget van Fedasil werd daarom verhoogd tot 37 miljoen in 2011. Dit bedrag zal worden gefinancierd door de financiële reserve van Fedasil. De impact in 2010, 3 tot 4 miljoen euro, zal in het huidige begrotingskader van Fedasil worden gefinancierd. De bijkomende budgettaire middelen dekken de eerste inrichtingskosten, het beheer voor het Rode Kruis en de eventuele medische kosten.

De ministerraad van 22 oktober 2010 had op voorstel van staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie de bestaande opvangplaatsen al verlengd tot 2011 en 2.000 nieuwe plaatsen in lokale opvanginitiatieven goedgekeurd.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Hendrik Bogaert aan de vice-eersteminister en minister van Begroting over "de achterstallige facturen" (nr. 1283)

02.01 Hendrik Bogaert (CD&V): Het te laat betalen van facturen door de overheid heeft niet alleen een nadelig effect op de getroffen bedrijven, het kan zelfs het einde betekenen van een bedrijf.

Wat is vandaag het openstaande saldo aan achterstallige facturen van de federale overheid? Hoeveel is dit per departement? Wat was het openstaande saldo op het eind van de voorbije jaren? Wat zijn de beleidsopties ter zake? Dezelfde vragen heb ik met betrekking tot de sociale zekerheid.

02.02 Minister Guy Vanhengel (Nederlands): De federale overheid wenst haar facturen zo stipt mogelijk te betalen. De problemen hebben eerder te maken met interne organisatie dan met de regelgeving. Daarom heeft de ministerraad op 23 januari 2009 het engagement bevestigd om de facturen sneller te betalen en beslist dat er een rondzendbrief moest worden gestuurd waarin wordt gevraagd om de facturen tijdig te betalen. Verder heeft de ministerraad beslist dat het korps van Financiën ingeschakeld zal worden en dat er een periodieke rapportering over de betaling van de facturen moet komen.

De rondzendbrief werd op 12 maart 2009 verstuurd. Op 16 oktober 2009 kreeg de Inspectie van Financiën de opdracht een onderzoek te starten naar de efficiënte betaling van facturen en de inning van inkomsten door de federale overheid. Dit onderzoek werd eind februari 2010 afgerond. Daarnaast werd er een maandelijks

monitoring van de betalingstermijnen ingesteld. In de rondzendbrief wordt aan de departementen gevraagd om elke maand gegevens door te sturen naar de FOD B&B over de totale betalingstermijn en over het percentage te laat betaalde facturen, dit zowel voor de overheidsopdrachten als voor de kleine facturen.

Deze acties hebben ervoor gezorgd dat er meer aandacht wordt besteed aan de tijdige uitbetaling van facturen. Een aantal diensten heeft zijn interne organisatie ook gewijzigd zodat de betalingscyclus korter wordt.

De Graydon Business Academy zegt in haar rapport van 12 oktober 2010 dat de meeste FOD's flinke inspanningen leveren om de facturen vlotter te betalen. Er wordt ook gewezen op enkele concrete problemen bij sommige FOD's en op de terugval in het eerste trimester van 2010. Dezelfde tendens bleek ook uit de maandelijkse monitoring van de FOD B&B. Er is een geleidelijke daling van het aantal te laat betaalde facturen, met een terugval begin 2010. Ik heb een grafiek bij die de evolutie van december 2008 tot oktober 2010 aantoont.

De gevraagde gegevens zijn centraal niet beschikbaar en moeten dus bij elk departement worden opgevraagd. De gegevens zijn enkel beschikbaar voor het openstaande saldo eind 2009, en enkel voor de FOD's die op 1 januari 2009 zijn overgeschakeld naar FedCom. In een tabel, die ik ook zal bezorgen, staat onderaan het aantal en het saldo van de openstaande achterstallige facturen van leveranciers op het einde van 2009. Er wordt een opsplitsing gegeven tussen de kleine facturen, lager dan 5.500 euro, en de overheidsopdrachten, groter dan 5.500 euro.

02.03 Hendrik Bogaert (CD&V): Er zitten alleszins heel grote gaten in die rapportering. Het is onbegrijpelijk dat er geen gegevens zijn per departement en dat we moeten wachten op FedCom. Ik herhaal dus mijn vraag. Hoeveel is het per departement voor de jaren 2007, 2008 en 2009? Elk departement heeft een boekhouder die moet kunnen zeggen hoeveel er openstaat. Hetzelfde geldt voor de sociale zekerheid.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter:** Mijnheer Bogaert, gelieve uw vraag met betrekking tot elk van de departementen schriftelijk te stellen, anders overschrijdt u uw spreektijd. De Conferentie van voorzitters heeft ons op de vingers getikt in verband met de mondelinge vragen. Ze mogen alles bij elkaar – vraag, antwoord en repliek – hoogstens zeven minuten duren.

02.04 Hendrik Bogaert (CD&V): Ik ben niet bereid mijn gedrag op het vlak van mondelinge vragen aan te passen zolang het bij de schriftelijke vragen drie à vier maanden duurt voor er een antwoord is.

De **voorzitter:** Ik ben het daarmee eens, mijnheer Bogaert. Laat ons echter proberen om de vraag op een beknopte manier te stellen, zo kunnen wij de spreektijd beter onder controle houden.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Hendrik Bogaert aan de vice-eersteminister en minister van Begroting over "de verwijlinteressen" (nr. 1284)

03.01 Hendrik Bogaert (CD&V): Dat de overheid haar facturen te laat betaalt is een probleem voor de bedrijven en voor de overheid, die daardoor ook nog eens verwijlinteressen verschuldigd is. Hoe is de evolutie van de verwijlinteressen per departement per jaar in de periode 2007-2010? Wat zijn de beleidsopties ter zake?

03.02 Minister Guy Vanhengel (Nederlands): Deze gegevens zijn niet centraal beschikbaar en werden opgevraagd bij de verschillende departementen in het raam van het onderzoek van de Inspectie van Financiën dat ik in mijn vorige antwoord al aanhaalde. Deze gegevens vindt u terug in de tabel die ik aan de commissie bezorg. De meeste verwijlinteressen worden betaald door de Regie der Gebouwen en Defensie, departementen met grote overheidsopdrachten. Daarbij ontstaan vaak betwistingen over het eindresultaat en de facturen. Hierdoor worden de facturen te laat betaald en zijn er intresten verschuldigd. Aangezien het om

aanzienlijke bedragen gaat, wordt steeds door de leverancier geëist dat deze effectief worden betaald.

03.03 Hendrik Bogaert (CD&V): Wat is het totaal van de verwijlntresten?

03.04 Minister Guy Vanhengel (*Nederlands*): Het totaal voor 2005 was bijna 1 883 485 miljoen euro. Dat bedrag loopt op tot 5.234.711 miljoen euro eind 2009.

03.05 Hendrik Bogaert (CD&V): Ik ging een en ander checken bij het Rekenhof. Het departement Defensie is het enige departement dat op een geautomatiseerde manier de verwijlntresten berekent. Die verwijlntresten zijn zeer hoog. Ik vermoed dat daar een win-winsituatie is tussen de leverancier en de overheid, dat daar een systeem in zit. De leverancier vindt dit niet erg, want die krijgt een royale vergoeding en de overheid tilt er blijkbaar ook niet erg aan als er weinig aandacht voor is. De cijfers zijn ontstellend hoog. Dit is bijzonder veel weggegooid geld. Ik dring aan op heel kordate actie.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Hendrik Bogaert aan de vice-eersteminister en minister van Begroting over "het Beliris-fonds" (nr. 1285)

04.01 Hendrik Bogaert (CD&V): Het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bepaalt dat het samenwerkingscomité ten laatste op 1 december moet samenkomen om de initiatieven van dat jaar te evalueren.

Heeft het samenwerkingscomité dit jaar vergaderd? Wat waren de besluiten? Hoe zit dat met 2008 en 2009? Kunnen de leden van de commissie Financiën een kopie ontvangen van de besluiten van die vergaderingen? Kan deze regering van lopende zaken beslissingen nemen over het samenwerkingsakkoord?

Kan het samenwerkingscomité een bijkomend jaar creëren volgens het zogenaamde schuifprincipe? Wat gebeurt er met de niet-opgenomen budgetten? Kunnen die overgedragen worden door een regering van lopende zaken? Loopt daar overleg over?

Klopt het dat de plannen voor een openluchtwembad afgevoerd zijn? Hoeveel bedroegen de studiekosten voor dat plan?

04.02 Minister Guy Vanhengel (*Nederlands*): Dit jaar komt het samenwerkingscomité niet meer samen omdat de regering van lopende zaken toch geen nieuwe initiatieven kan nemen. In 2008 is het samenwerkingscomité niet samengekomen. In 2009 was er een vergadering op 18 december 2009.

De lijst met beslissingen zal aan de leden worden bezorgd.

Binnen de budgettaire discipline kunnen er beslissingen in verband met routine en dagelijks beheer genomen worden. In de bijakte nr. 10 wordt de mogelijkheid geboden om elk jaar de bedragen en het programma aan te passen, alsook om een bijkomend jaar te creëren met nieuwe initiatieven of met de voortzetting van lopende projecten.

Beliris is in de algemene uitgavenbegroting ingeschreven als het Begrotingsfonds ter financiering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel. Als begrotingsfonds valt het onder de bepaling van de organieke wet van 27 december 1990 en onder artikel 62 van de wet van 22 mei 2003.

Artikel 62 geeft aan dat de vastleggings- en vereffeningskredieten betreffende elk begrotingsfonds variëren volgens de tijdens het jaar geïnde ontvangsten. Voor Beliris worden de algemene begrotingsregels betreffende de organieke begrotingsfondsen gevolgd. Het saldo wordt dus naar het volgende jaar overgedragen.

Bij het ontwerp van financiewet wordt de regel van de voorlopige kredieten eveneens op het Samenwerkingsfonds toegepast.

Het initiatief voor het openluchtwembad werd geschrapt. Voor de studie werd initieel 21.780 euro vastgelegd. Een bedrag van 10.285 euro werd al vereffend. In 2010 zou nog 11.495 euro worden vereffend.

04.03 Hendrik Bogaert (CD&V): Ik betreur dat het samenwerkingscomité de laatste drie jaar maar één keer is samengekomen. Ik vind dat dit fonds dynamisch moet worden beheerd en dat er nieuwe initiatieven mogelijk moeten zijn. Wat gebeurt er met de niet-opgenomen budgetten van 2010?

04.04 Minister Guy Vanhengel (*Nederlands*): Zoals met alle normale begrotingsfondsen het geval is, wordt het saldo uit het Beliris-fonds naar 2011 overgeheveld.

04.05 Hendrik Bogaert (CD&V): Het Beliris-fonds was voor drie jaar bedoeld. Omdat het samenwerkingscomité niet is samengekomen, is er geen sprake van een schuifprincipe waardoor een extra jaar wordt gecreëerd. Kan het saldo dan wel naar 2011 worden doorgeschoven?

04.06 Minister Guy Vanhengel (*Nederlands*): Als de bijakte gemaakt is en alle plannen liggen vast, gebaseerd op de beschikbare kredieten die elk jaar worden overgedragen, dan moet men gewoon dat plan uitvoeren. Een vergadering van het samenwerkingscomité staat daar los van.

04.07 Hendrik Bogaert (CD&V): Vastgelegde budgetten lopen door, maar niet-vastgelegde?

04.08 Minister Guy Vanhengel (*Nederlands*): Alle budgetten liggen vast.

04.09 Hendrik Bogaert (CD&V): Nee, het gaat om een saldo.

04.10 Minister Guy Vanhengel (*Nederlands*): Het is niet omdat een budget bepaald is en zich in een fonds bevindt, dat de projecten ook meteen moeten aanvangen. Het budget kan ook in latere jaren worden aangewend.

04.11 Hendrik Bogaert (CD&V): Ik heb het over het stukje dat niet is vastgelegd.

04.12 Minister Guy Vanhengel (*Nederlands*): Ik moet dat nagaan, maar ik ga ervan uit dat alle beschikbare kredieten, inclusief de overgedragen middelen, helemaal worden opgebruikt.

04.13 Hendrik Bogaert (CD&V): Tijdens de crisis werden extra middelen toegekend aan het Beliris-fonds. Ik vraag me af of die correct zijn vastgelegd en of ze, ondanks een regering van lopende zaken, in 2011 kunnen worden gebruikt.

04.14 Minister Guy Vanhengel (*Nederlands*): Ja, dat kan.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen eindigt om 10.36 uur.